

2020, le capitalisme en faillite... En 2021, changeons tout !

L'année qui se termine a montré que le capitalisme était incapable de répondre à la pandémie. Dans une majorité de pays, et la France n'échappe pas à la règle, les gouvernements capitalistes ont privilégié les grandes entreprises aux populations, et les politiques liberticides aux investissements massifs dans la santé publique...

Un système contradictoire avec la santé de touTEs

Face à la propagation du virus, c'est la concurrence entre capitalistes qui a dominé, par exemple concernant

la production et l'approvisionnement des masques. Ils ont été incapables de planifier la production, de mettre sous contrôle le secteur privé pour répondre dans l'urgence aux besoins sanitaires. C'est la même chose pour les tests : le monopole des laboratoires privés a freiné pendant des mois le dépistage à grande échelle alors que le secteur public de recherche ainsi que les labs vétérinaires auraient pu contribuer massivement aux tests dès le printemps.

En ce qui concerne le vaccin, la recherche a été confiée à des centaines de labs privés qui se font concurrence entre eux à travers la planète, chacun voulant annoncer en premier avoir « trouvé » le bon vaccin pour engranger des profits colossaux. Tout cela s'est fait au détriment du respect des protocoles en accélérant les différentes phases de tests. De plus, les vaccins étant brevetés, la transparence sur les résultats n'est pas au rendez-vous, ce qui nourrit la défiance des populations face aux futurs vaccins.

La matraque ou la sécurité sociale ?

En 2020, les capitalistes ont fait des choix. Ainsi Macron et son gouvernement ont refusé d'investir massivement dans la santé et l'hôpital public, alors que nous savons que le nombre de lits et de personnels à l'hôpital est crucial face à l'épidémie, notamment pour ne pas stopper l'ensemble des autres soins durant les pics d'hospitalisations. Le « Ségur » de la santé a été une mascarade. Tout cela a eu pour conséquences de nous faire enchaîner les phases de confinement, qui vont probablement durer jusqu'à l'automne 2021. Ce refus d'investir est idéologique : ils ne veulent plus du service public et de la sécu, et ont donc continué à casser l'hôpital malgré la pandémie.

Dans le même temps, le pouvoir a accéléré le tournant autoritaire et raciste de l'État pour contrôler la population et faire rentrer dans le rang les récalcitrantEs : loi sécurité globale, loi « séparatisme », décrets liberticides et confinement autoritaire ont été les principales réponses du gouvernement face à la pandémie.

Nos vies valent plus que leurs profits !

En cette fin d'année, la dette publique en France avoisine les 125 % du PIB. Cette dette, les capitalistes vont vouloir nous la faire payer. Licenciements, réorganisation de la production, casse des services publics, voilà leurs mauvaises résolutions pour 2021 !

Ces dernières semaines, les mobilisations contre les lois liberticides nous ont redonné de l'espoir. Elles montrent le chemin pour les travailleurs/ses et la jeunesse dans les semaines qui viennent : celui des luttes, dans la rue et par la grève, pour imposer une toute autre politique. Il faut en finir avec le pouvoir des capitalistes de détruire nos vies, en reprenant le contrôle sur l'économie et en brisant la machine répressive.

Que 2021 marque la fin du virus capitaliste !

Le NPA65, Tarbes, mardi 22 décembre 2020,